



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

chômage

Question au Gouvernement n° 2568

Texte de la question

EMPLOI DES JEUNES

M. le président. La parole est à M. Jean-Patrick Gille, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Jean-Patrick Gille. Depuis deux ans, monsieur le Premier ministre, le taux de chômage des jeunes atteint des sommets explosifs, particulièrement dans les quartiers populaires.

Le nombre de jeunes demandeurs d'emplois a augmenté de 30 % et le nombre de ceux qui recherchent un travail depuis plus d'un an de 72 %.

À la suite des travaux de la commission Hirsch, il y a un an, le Président de la République annonçait le plan " Agir pour la jeunesse ", mais il n'aura duré qu'un printemps, puisque, dès juillet, vous avez fermé le robinet des contrats aidés pour les jeunes et les personnes les plus éloignées de l'emploi, et le projet de loi de finances pour 2011 annule le petit effort budgétaire engagé en faveur des jeunes dans le cadre du plan de relance - petit effort, puisqu'inférieur par exemple au chèque prévu pour M. Tapie...

Depuis trois ans, l'encouragement du cumul emploi-retraite, l'exonération des heures supplémentaires, qui se substitue de fait à 90 000 emplois nouveaux et coûte 3 à 4 milliards à l'État - c'est-à-dire plus que n'économise le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite, lequel a privé les jeunes de 100 000 entrées dans la fonction publique - sont autant de mesures défavorables à l'accès des jeunes au travail.

Aujourd'hui, s'y ajoute votre réforme des retraites, qui les conduirait à cotiser plus avec le recul de l'âge légal et l'apurement de la dette sociale, à percevoir moins du fait de la précarité de leurs parcours, et à être spoliés des 34 milliards du fonds de réserve des retraites qui leur étaient destinés.

Si les jeunes sont dans la rue, c'est qu'ils ont compris que votre réforme ne respectait ni le principe de justice sociale ni le pacte entre les générations.

Plusieurs députés du groupe UMP. C'est faux !

M. Jean-Patrick Gille. Monsieur le Premier ministre, la jeunesse ne veut pas, ne doit pas, ne peut pas être réduite à une variable d'ajustement. On ne peut pas défendre notre système de retraites par répartition sans un juste partage des efforts et sans une politique de l'emploi pour la jeunesse. Quand pensez-vous ouvrir la négociation ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur quelques bancs du groupe GDR.*)

M. le président. La parole est à M. Laurent Wauquiez, secrétaire d'État chargé de l'emploi.

M. Laurent Wauquiez, *secrétaire d'État chargé de l'emploi*. Depuis que cette crise a commencé, monsieur le député, nous avons eu avec tous les acteurs de terrain une obsession, nous battre pour éviter que les jeunes ne soient les premières victimes de la crise, et nous l'avons d'ailleurs fait parfois avec les régions, j'y reviendrai.

Avec Marc-Philippe Daubresse, notre obsession a été d'éviter les fausses solutions, celles qui, par le passé, consistaient, dans les crises, à encourager nos jeunes à rester inutilement sur les bancs de la faculté pour les sortir des statistiques du chômage.

Nous avons au contraire tout mis en oeuvre pour trouver des solutions professionnalisantes comme l'alternance ou des partenariats avec des métiers qui embauchent et des filières telles que l'assurance. Je pense aussi aux métiers de commerciaux, ou aux professions de la santé, avec lesquelles nous avons passé des partenariats pour qu'on donne leur chance aussi à des jeunes sans expérience, car on sait que c'est souvent un barrage. Depuis un an, le taux de chômage des moins de vingt-cinq ans a reculé, et il a commencé à reculer avant le taux général. La baisse est aujourd'hui de près de 2 %.

Mme Marie-George Buffet et M. Jean-Jacques Candelier. C'est faux !

M. Laurent Wauquiez, *secrétaire d'État chargé de l'emploi*. Pour les contrats d'alternance, cette année sera meilleure que l'année dernière.

Ces résultats, vous ne devez d'ailleurs pas les juger si mauvais que cela au fond, puisque nous avons signé il y a une dizaine de jours un partenariat avec l'association des régions de France, où les élus socialistes ne sont pas, je crois, totalement minoritaires, ce qui montre bien que vous soutenez cette politique et le travail que nous avons réalisé pour l'emploi des jeunes.

Au cours des deux ans qui se sont écoulés, quelle proposition neuve aurait fait le parti socialiste en matière d'emploi des jeunes ?

De nombreux députés du groupe UMP. Aucune !

M. Laurent Wauquiez, *secrétaire d'État*. Il n'y en a aucune. Plutôt que d'essayer d'instrumentaliser les inquiétudes, vous seriez plus crédible si vous aviez travaillé concrètement pour l'emploi des jeunes.

(Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Patrick Gille](#)

Circonscription : Indre-et-Loire (1^{re} circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2568

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : Emploi

Ministère attributaire : Emploi

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 20 octobre 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 20 octobre 2010